#### REÇU EN PREFECTURE le 20/11/2023

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-219104619-20231114-CM280892023



# DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

## DELIBERATION N° CM 28/089/2023

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice :

Présents et représentés :

# - Séance du 14 novembre 2023 -

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze novembre, à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal légalement convoqués le 8 novembre 2023, se sont réunis en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire, à la Mairie, salle du Conseil.

PRÉSENTS: M. Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire,

M. Olivier MALECAMP, Mme Muriel CHEVRON, M. Régis CARPENTIER, Mme Marie-Hélène CHAPDELAINE, M. Nicolas FOUQUE, M. Thierry FAVOCCIA, Mme Marie-Christine HARISLUR, Adjoints au Maire,

M. Pierre PAREUX, Mme France NOIROT, Mme Isabelle BOTIN, Mme Marie-France DELANZY, M. Didier BONNIER, M. Patrick BONNEMYE, M. Michel BURILLO, M. Thierry DELCUPE, Mme Sophie Anne PÉAN, Mme Adeline CLOGENSON, M. Nicolas PIOT, M. Philippe CHERY, M. Julien BOUILLON, M. Philippe JOLY, M. Laurent MEUNIER, Conseillers Municipaux.

ABSENTS EXCUSÉS: Mme Christine ROUSSET qui donne procuration à Mme Marie-Christine HARISLUR, Mme Véronique MAFFÉO qui donne procuration à M. Jean-Michel GIRAUDEAU, M. Ludovic GOURDY qui donne procuration à Mme Marie-France DELANZY, Mme Sylvie MARCHAND qui donne procuration à M. Philippe JOLY

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Marie-Hélène CHAPDELAINE

• Désignation et rémunération d'un coordinateur-trice— Campagne de recensement de la population 2024

## LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 2122-21 10,

Vu le Code général de la fonction publique (CGFP),

Vu la loi nº 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière statistique,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment ses articles 156 à 158 relatifs à la rénovation du recensement,

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

### REÇU EN PREFECTURE le 20/11/2023

Application agréée E-legalite.com

Vu le décret 2017-732 du 3 mai 2017 modifiant l'annexe au décret n° 2003-561 34 DE-031-2194 04619-20231114-CM280892023 répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

Considérant la nécessité de désigner un coordinateur-trice afin de réaliser les opérations du recensement de la population qui se déroulera dans la commune du 18 janvier au 17 février 2024,

Entendu l'exposé de Madame Marie-France DELANZY, Conseillère Municipale,

## APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITE

- Décide de désigner en qualité de coordinatrice de l'enquête INSEE à mener, Madame Aurélie BELHASSEN.
- Précise que la coordinatrice, agent de la collectivité, percevra une rémunération complémentaire sur la base de son régime indemnitaire (RIFSEEP, IHTS), dans les proportions suivantes : forfait d'un montant de 2 000 € brut, pour l'ensemble des opérations afférentes au recensement de la population 2024.
- Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012 du budget de la Collectivité.

Le 16 novembre 2023 Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire